

L'appel... du 17 juin

Contrairement à l'idée reçue qui affirme que les communistes français ont attendu l'invasion de l'URSS par l'Allemagne nazie en juin 1941 et, de fait, la fin du pacte germano-soviétique pour appeler à la lutte contre l'occupant, les membres du Parti communiste français, dissous le 26 septembre 1939 par le gouvernement Daladier suite aux révélations sur ledit pacte, ont été parmi les premiers à mobiliser et organiser la résistance sur le sol français.



Et ils ont même devancé d'un jour le fameux appel du 18 juin 1940, publiant, l'après-midi du 17 juin, après la diffusion à la radio du discours du maréchal Pétain annonçant qu'il « faut cesser le combat », un tract destiné au *Peuple de France*. Signé par le Parti communiste français, il condamne la trahison des dirigeants politiques et appelle à l'action contre les nazis :

Les gouvernements bourgeois ont livré à Hitler et à Mussolini : l'Espagne, l'Autriche, l'Albanie et la

Tchécoslovaquie... Et maintenant, ils livrent la France. Ils ont tout trahi.

Après avoir livré les armées du Nord et de l'Est, après avoir livré Paris, ses usines, ses ouvriers, ils jugent pouvoir, avec le concours de Hitler, livrer le pays entier au fascisme. Mais le peuple français ne veut pas de la misère de l'esclavage du fascisme. Pas plus qu'il n'a voulu de la guerre des capitalistes. Il est le nombre : uni, il sera la force.

- Pour l'arrestation immédiate des traîtres.

- Pour un gouvernement populaire s'appuyant sur les masses, libérant les travailleurs, établissant la légalité du parti communiste, LUTTANT CONTRE LE FASCISME HITLÉRIEN et les 200 familles, s'entendant avec l'URSS pour une paix équitable, luttant pour l'indépendance nationale et prenant des mesures contre les organisations fascistes.

Peuple des usines, des champs, des magasins, des bureaux, commerçants, artisans et intellectuels, soldats, marins, aviateurs encore sous les armes, UNISSEZ-VOUS DANS L'ACTION !

Ce texte, qui se diffuse lentement depuis Arcachon et Bordeaux dans tout le Grand Ouest par l'intermédiaire des marchands de journaux et des cellules ouvrières, n'a évidemment pas le même retentissement que l'appel radio-phonique du général de Gaulle prononcé le lendemain, mais il prouve la précocité de la réaction communiste dans la voie de la résistance.

Et le parcours de son auteur, Charles Tillon, montre bien l'implication essentielle des communistes dans la naissance de la résistance intérieure.

Né à Rennes en 1897 et ajusteur à l'arsenal de Brest au début de la Première Guerre mondiale, il est mobilisé dans la marine à 19 ans et officie à bord du croiseur *Guichen*, sur lequel il mène une mutinerie en février 1919. D'abord condamné à cinq ans de bague au Maroc, il est finalement

acquitté et rejoint la France, où il adhère au Parti communiste français et à la CGTU.

Après plusieurs années à mener des luttes syndicales, qui l'envoient fréquemment en prison, il se consacre à une carrière politique et accompagne le Front populaire en étant élu en 1936 député d'Aubervilliers, face à... Pierre Laval.

En 1939, il est à Alicante et à Valence pour aider à l'évacuation des derniers combattants républicains espagnols et des brigadistes encerclés par les armées de Franco. Retenu pour un temps au consulat de France, il parviendra à rejoindre le pays grâce à un sauf-conduit délivré en tant que parlementaire.

La dissolution du parti en septembre 1939 et l'annulation de ses mandats le poussent à entrer dans la clandestinité.

Maurice Thorez est alors en Russie, et le parti tente de se réorganiser. Benoît Frachon, l'un des dirigeants rescapés du Comité central, lui confie la responsabilité du Grand Sud-Ouest, correspondant à une douzaine de départements, et Tillon s'installe alors à Arcachon, où il remet sur pied des cellules communistes et institue des règles strictes de sécurité, notamment en termes de cloisonnement des groupes d'actions, dont l'objectif est avant tout de protéger les militants communistes et punir ceux qui sont considérés comme des traîtres.

Condamné à défaut pour *reconstitution de ligue dissoute* à cinq ans de prison, il est à Gradignan lors de la démission de Paul Reynaud, le 17 juin 1940, et c'est dans un moulin qui lui sert de planque qu'il rédige, au nom du parti communiste, l'appel cité plus haut.

Un mois plus tard, le 18 juillet, il publie un nouveau texte appelant à *chasser à la fois les capitalistes, leur tourbe de valets et de traîtres, et les envahisseurs*, et, à l'automne, il rejoint la région parisienne pour entrer dans le secrétariat clandestin du PCF aux côtés de Benoît Frachon et Jacques Duclos.

Ils organisent la résistance armée au niveau national, avec tout d'abord la création des groupes spéciaux, appelés également l'Organisation spéciale, dont Tillon prend la tête.

Composés de militants expérimentés, ils s'occupent de tâches diverses : distribution de tracts et collage d'affiches, organisation de manifestations patriotiques, récupération d'armes, d'explosifs et de fonds, ou encore quelques actions de sabotages contre l'occupant.

Avec ces petits groupes, il met en place la tactique dite « de la boule de mercure », qui consiste, selon ses propres mots, *à se rendre chaque fois insaisissables, comme une boule de mercure qui éclate entre les doigts qui veulent s'en saisir et retrouve son poids spécifique.*

Mais c'est surtout après l'invasion de la Russie par l'Allemagne nazie que ses réseaux se développent et prennent la forme qu'ils connaîtront pendant les années suivantes. À l'automne 1941, Tillon crée le Comité militaire national, véritable état-major de la résistance communiste, dont il prend la tête en tant que commandant en chef. Jusqu'à la fin de la guerre, il a ainsi sous ses ordres l'Organisation secrète, les Bataillons de la jeunesse et les troupes de Main-d'œuvre immigrée, qui constituent la base des Francs-Tireurs et Partisans, groupes de guérilla urbaine et rurale qui font leur apparition l'année suivante.

Prônant une ligne d'ouverture aux résistants non communistes, il participe à la fusion des forces de la Résistance officialisée, en février 1944, avec la création des Forces françaises de l'intérieur et lance un appel au soulèvement des FTP parisiens le 10 août 1944.

Réélu maire d'Aubervilliers en 1944, il participe après la libération de Paris aux premiers gouvernements de la France libre, devenant tour à tour ministre de l'Aviation (il nationalise Air France), ministre de l'Armement et enfin ministre de la Reconstruction, jusqu'à la révocation des ministres communistes du gouvernement en mai 1947.

Quand Henri Grouès devient l'abbé Pierre

Décédé en 2007, l'abbé Pierre est une figure incontournable de l'histoire récente de notre pays. Entré dans la postérité nationale un soir d'hiver 1954, lorsqu'il dénonce le sort des sans-abri et l'indifférence de la population, et connu pour son engagement désintéressé avec l'association Emmaüs et la fondation Abbé-Pierre, il est pendant près de 10 ans (jusqu'à ce qu'il demande à être retiré de la liste en 2004) la personnalité préférée des Français, qui apprécient son humilité, sa conviction et son dévouement en faveur des plus pauvres.



Pourtant, on oublie fréquemment que celui qui est né sous le nom d'Henri Grouès en 1912, et qui a pris le pseudonyme d'abbé Pierre pendant la Seconde Guerre mondiale, a été fortement impliqué dans la résistance française et y a joué un rôle important, au péril de sa vie.

Ordonné prêtre en août 1938 et nommé vicaire de la paroisse de Saint-Joseph-de-Grenoble en 1939, le jeune Grouès est envoyé comme sous-officier dans le 28^e groupe sanitaire divisionnaire, qui opère en Alsace, lorsqu'éclate la Seconde Guerre mondiale.

Mais, souffrant de pleurésie, il passe la totalité de la drôle de guerre à l'hôpital avant d'être nommé en octobre 1940 aumônier de l'hôpital de la Muse, dans l'Isère, puis de l'orphelinat de la Côte-Saint-André. Désigné vicaire de la cathédrale Notre-Dame de Grenoble en 1942, c'est à ce moment-

là qu'il prend le pseudonyme d'abbé Pierre (il en utilise d'autres pendant la période, mais décide finalement de conserver celui-ci après la Libération) et décide de mener des actions illégales, dans l'objectif premier de sauver des vies.

En effet, à partir d'août 1942, des rafles de Juifs étrangers sont réalisées dans la zone sud, et le vicaire recueille des enfants juifs qui tentent de s'échapper. Au nez et à la barbe de son évêque, Mgr Caillot, un farouche partisan du maréchal Pétain, il leur fournit des faux papiers avec l'aide d'une sœur de Notre-Dame de Sion, et les aide à s'évader vers la Suisse en passant par la région de Chamonix.

Au fur et à mesure des opérations, c'est une véritable filière d'évasion qui est mise en place vers la Confédération helvétique. Elle profite à la fois à des juifs persécutés, mais aussi à des jeunes réfractaires au Service du travail obligatoire et à des membres de familles résistantes.

C'est notamment le cas de Jacques de Gaulle, plus jeune frère du général, et de sa femme, qui bénéficient en novembre 1943 de l'expertise de l'abbé Pierre. L'opération est particulièrement délicate puisque Jacques, grièvement malade et paralysé, est alors activement recherché par la Gestapo, mais les époux de Gaulle parviennent à franchir la frontière à bord d'une fausse ambulance et sont confiés à l'abbé Marius Jolivet.

Les actions de l'abbé Pierre ne s'arrêtent pas là. Publiant des journaux clandestins, comme *L'Union patriotique indépendante* ou *Résistance*, il s'attache les services de Lucie Coutaz, qui devient sa secrétaire particulière et participera à la fondation d'Emmaüs.

En novembre 1942, alors que les Alliés débarquent en Afrique du Nord, il mène avec l'aide d'ouvriers une action de récupération de matériel dans des casernes pour alimenter la Résistance. Voyant la Gestapo se rapprocher, il quitte la région grenobloise en août 1943 et participe à la création

de maquis, notamment dans les massifs du Vercors et de la Chartreuse.

Ainsi, aidé d'André Demirleau, il met en place dans la région de Saint-Laurent-du-Pont et Voreppe le maquis Palace, qui ne cessera de se déplacer pendant les mois suivants avant de s'établir dans le village de Malleval, où il sera exterminé de manière tragique le 29 janvier 1944.

L'abbé Pierre rejoint ensuite Paris, où il collabore avec l'Agence de documentation et d'information du Conseil national de la Résistance sous le nom de l'abbé Georges Houdin, avant d'être chargé par ses chefs de rejoindre de Gaulle à Alger en passant par les Pyrénées et l'Espagne en mai de la même année.

Arrêté pendant quelque temps par l'armée allemande à Cambo-les-Bains, il parvient à s'échapper pour franchir la frontière et traverser la péninsule Ibérique.

Quelques semaines plus tard, en partant de Gibraltar sous le pseudonyme de sir Harry Barlow, il parvient à rejoindre les Forces françaises libres à Alger, où il est nommé aumônier de la marine sur le cuirassé *Jean Bart*, alors posté à Casablanca.

